



Le vertige de la décennie téléonomique

Par [Germán Gorraiz López](#)

Mondialisation.ca, 24 janvier 2020

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Histoire et Géopolitique](#)

Analyses: [Élections USA](#)

Le Brexit et le triomphe de Donald Trump a signifié le déclin du “scénario téléologique” dans lequel le but des processus créatifs était planifié par des modèles finis qui pouvaient intermodéliser ou simuler plusieurs futurs alternatifs et dans lesquels l’intention, le but et la prévision prévalaient et étaient remplacés par le “scénario téléonomique”, marqué par des doses extrêmes de volatilité qui affecteront particulièrement le Nouvel Ordre Géopolitique Mondial.

Nouvelle géopolitique multipartite (G3)

Après l’intervention de l’OTAN en Libye, il y aurait eu une coïncidence inhabituelle entre la Chine et la Russie sous la forme d’un veto à l’ONU, qui aurait conduit à la naissance d’une alliance russo-chinoise promue par Poutine, qui aurait eu son expression dans l’apparition sur la scène géopolitique mondiale de l’Union Eurasiatique comme alternative économique et militaire au bloc hégémonique occidental. Ainsi, selon Reuters, la Russie et la Chine ont conclu un contrat pétrolier stratosphérique qui est devenu l’un des plus importants de l’histoire de l’industrie énergétique et qui jetterait les bases économiques de l’Union Eurasiatique en tant qu’alternative économique et militaire au projet US de création d’un Accord de Partenariat Transpacifique (PTP), élément central dans la politique US de réaffirmation de leur puissance économique et militaire dans la région du Pacifique.

À ce contrat pétrolier, s’ajoute une éventuelle offensive russo-chinoise avec les autres pays du BRICS pour modifier la structure monétaire mondiale et remplacer le rôle du dollar comme monnaie de référence. Cette décennie verra la fin de l’unipolarité des États-Unis et de son rôle de gendarme mondial et son remplacement par la nouvelle doctrine de la multipolarité ou géopolitique interpartite, formée par la troïka États-Unis, Chine et Russie (G3), qui signifiera le début du démembrement du BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), l’UE, le Japon, l’Inde et le Brésil restant les invités de marque du nouveau scénario géopolitique.

Le retour de la “vague noire réactionnaire”

Dans le scénario géopolitique, nous serions à la veille de l’irruption de la nouvelle vague déstabilisatrice mondiale dont les causes sont économiques (le déclin de l’économie mondiale) ; culturelles (le déclin des démocraties formelles occidentales dû à la culture de la corruption ; le déficit démocratique aux États-Unis incarné par le Programme PRISM de l’administration Obama et la perte de crédibilité démocratique d’innombrables gouvernements de pays occidentaux et du Tiers Monde) et géopolitiques (l’irruption d’un nouveau scénario géopolitique mondial après le retour à l’endémisme récurrent de la

Guerre Froide entre les États-Unis et la Russie). Cette stratégie consistera à mettre en œuvre des “coups d’État doux” avec pour paradigmes, le Honduras, le Paraguay, la Bolivie, le Brésil, l’Équateur, l’Égypte, l’Ukraine, l’Irak, la Thaïlande et le Yémen, avec l’objectif sans équivoque de remplacer les régimes insensibles aux diktats de Washington par des régimes militaires autocratiques, produisant un courant antidémocratique qui finira par devenir une nouvelle vague d’involution mondiale qui atteindra tous les continents et sera particulièrement virulente au Moyen-Orient (Liban, Turquie, Tunisie, Pakistan et Azerbaïdjan) et en Amérique Latine (Venezuela, Nicaragua, Haïti, El Salvador et Panama).

La cartographie de la nouvelle Europe

Le retour à l’endémisme récurrent de la Guerre Froide entre les États-Unis et la Russie après la crise ukrainienne et l’imposition mutuelle de sanctions entre l’UE et la Russie marqueraient le début de la division dans la position autrefois monolithique des pays de l’OTAN à l’égard de la Russie. Ainsi, en représailles aux sanctions imposées par l’UE en 2015, Moscou a répondu par un embargo sur les produits agroalimentaires européens qui aurait eu comme effets collatéraux des pertes estimées à 150 millions d’euros par jour selon le leader de la Ligue du Nord italienne Matteo Salvini, et un montant total de plus de 100 milliards d’euros (selon les données de la Commission Européenne elle-même, les exportations de l’UE vers la Russie en 2013 se seraient élevées à 120 milliards d’euros). Il en résulterait un courant dirigé par l’Italie, la Finlande et la Hongrie, qui serait favorable à la suspension des sanctions contre la Russie, tandis que du côté opposé, nous aurions la Pologne, la Grande-Bretagne et les États baltes comme partisans de la poursuite de l’application de ces sanctions dans un avenir proche.

Enfin, il n’est pas exclu que l’on assiste à une réaffirmation tardive de la souveraineté européenne par la France et l’Allemagne, qui inclurait la genèse d’un nouveau projet européen (l’Europe des Sept), composé de la France, de l’Allemagne, de la Belgique, de la Hollande, de l’Italie, du Luxembourg et de l’Autriche, le reste des pays périphériques européens (Portugal, Espagne, Irlande, Grèce, Slovaquie, Malte et Chypre) gravitant autour de leurs orbites. En revanche, les pays émergents d’Europe Centrale qui s’étendraient des États baltes à l’Ukraine européenne en passant par la Pologne, la République Tchèque, la Slovaquie, la Hongrie, la Roumanie et la Bulgarie seront protégés par les États-Unis tandis que les pays nordiques procéderont à la gestation de la Fédération Scandinave (intégrée par la Norvège, le Danemark, la Suède et la Finlande) qui pivotera dans l’ambivalence commerciale russo-européenne.

La crise des missiles peut-elle être rééditée ?

En septembre 2009, le Président Obama (sous la pression de l’establishment US ou “pouvoir de l’ombre”) a approuvé la mise en œuvre du nouveau système européen de défense antimissile (European Phased Adaptive Approach (EPAA)), qui est en fait un bouclier antimissile global dans lequel des intercepteurs placés sur des plateformes mobiles peuvent frapper des cibles dans un espace commun (sur la base des données transmises par tous les radars et systèmes de reconnaissance optoélectronique). La Russie et l’OTAN ont initialement convenu de coopérer à la création du bouclier antimissile pour l’Europe en novembre 2010 lors du Sommet bilatéral de Lisbonne, car il était vital pour Moscou que l’OTAN fournisse des garanties réelles que ce système ne viserait pas la Russie et de disposer d’un document juridiquement contraignant sur cette question, mais l’administration Trump, suite à l’inertie mimétique de l’administration Bush d’ignorer la Russie, a jusqu’à présent refusé de fournir ces garanties par écrit.

Cependant, après l'issue de la crise de Crimée et le retour aux scénarios de la Guerre Froide, on peut s'attendre à ce que les États-Unis décident finalement d'achever la quatrième phase du déploiement du bouclier antimissile en Europe (Euro DAM), qui verrait l'installation du nouveau missile balistique intercontinental de 100 MT à Kaliningrad, ("le tueur du bouclier antimissile US" selon les termes du vice-Premier Ministre russe Dmitri Rogozine), de sorte que, selon les termes du politologue Vladimir Abramov, "l'oblast de Kaliningrad jouera à nouveau le rôle d'arme sur le théâtre européen, comme il l'a fait il y a deux décennies".

D'autre part, la Russie négocie l'installation de ses bases militaires avec Cuba, le Venezuela, le Nicaragua, les Seychelles et Singapour avec l'objectif sans équivoque d'élargir le rayon d'action militaire russe, et il n'est pas exclu qu'un nouveau traité de collaboration militaire russo-cubaine ait été signé (rappelant le Pacte secret signé en 1960 à Moscou entre Raúl Castro et Khrouchtchev) qui inclurait l'installation d'une base Radar dans la base militaire abandonnée de Lourdes pour écouter les chuchotements de Washington et l'installation ultérieure de missiles Iskander, la possibilité de relancer la crise des missiles Kennedy-Khrouchtchev (octobre, 1962) et la signature ultérieure avec Khrouchtchev du Traité d'Interdiction Partielle des Essais Nucléaires.

Le Moyen-Orient en difficulté

Le livre "L'art de la guerre" du Général, stratège et philosophe chinois Sun Tzu (considéré comme le meilleur livre de stratégie de tous les temps et le livre de chevet d'hommes d'État comme Machiavel, Napoléon ou Mao Tse Tung), est un traité qui enseigne la stratégie suprême consistant à appliquer avec sagesse la connaissance de la nature humaine dans les moments de confrontation. La doctrine géopolitique d'Obama conçue par Zbigniew Brzezinski serait largement redevable à ce manuel puisqu'elle tente de démêler les racines d'un conflit et de rechercher une solution, en appliquant la maxime de Sun Tzu "la meilleure victoire est de gagner sans combattre, et c'est la distinction entre l'homme prudent et l'homme ignorant", c'était près de 2 500 ans avant l'issue du différend nucléaire iranien.

Ainsi, après 21 mois de négociations, l'Iran et les pays du groupe 5+1 (États-Unis, Russie, Chine, Grande-Bretagne, France et Allemagne) sont parvenus à un accord sur le programme nucléaire du pays asiatique, dans lequel l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA) et l'Iran se sont mis d'accord sur un calendrier d'activités pour pouvoir certifier "toutes les questions en suspens passées et présentes, qui n'ont pas encore été résolues par l'AIEA et l'Iran".

L'Iran a acquis une dimension de puissance régionale grâce à la politique erratique des États-Unis en Irak, (fruit de la politique à court terme de l'administration Bush obsédée par l'Axe du Mal) en éliminant ses rivaux idéologiques, les Talibans sunnites radicaux et Saddam Hussein avec le vide de pouvoir qui en découle dans la région. Il a également proposé une négociation globale avec le groupe de contact afin d'aborder toutes les questions auxquelles les pays occidentaux sont confrontés depuis trente ans, qu'il s'agisse de l'embargo étouffant sur la République Islamique et des avoirs iraniens bloqués aux États-Unis, du rôle régional de l'Iran et de la coopération en matière de sécurité en Irak et en Afghanistan.

La myopie géopolitique des néocons US a conduit à une pression accrue du lobby pro-Israël US (AIPAC) auprès de l'administration Trump pour procéder à la déstabilisation de l'Iran. Ainsi, dans une première phase, le Sénat US a renouvelé à l'unanimité jusqu'en 2026 l'Iran

Sanctions Act (ISA) et après le lancement d'un nouveau missile balistique par l'Iran, Trump a étendu les sanctions contre plusieurs entreprises iraniennes liées aux missiles balistiques sans violer l'accord nucléaire signé entre le G+5 et l'Iran en 2015, connu sous le nom de Joint Comprehensive Plan of Action (JCPOA) et qui ne serait qu'un feu d'artifice pour détourner l'attention du plan machiavélique décrit par l'Alliance anglo-juive en 1960 qui inclurait la balkanisation de l'Iran.

Dans une entrevue avec Brzezinski réalisée par Gerald Posner dans The Daily Beast (18 septembre 2009), il a déclaré "qu'une collision étasuno-iranienne aurait des effets désastreux pour les États-Unis et la Chine, tandis que la Russie en sortirait grande gagnante, car la fermeture prévisible du détroit d'Ormuz dans le Golfe Persique, où passent les transports de pétrole destinés à l'Asie du Nord-Est (Chine, Japon et Corée du Sud), à l'Europe et aux États-Unis, ferait monter le prix de l'or noir à des niveaux stratosphériques. De même, cela aurait de graves répercussions sur l'économie mondiale, l'UE devenant totalement dépendante du pétrole russe". Trump laissera ainsi le statu quo actuel avec l'Iran dans la certitude que le blocage du Détroit d'Ormuz par lequel passe un tiers du trafic énergétique mondial aggravera la récession économique mondiale et affaiblira profondément tout le système politique international, ce qui pourrait nuire à la réélection de Trump lors des élections présidentielles de 2020.

Germán Gorraiz López

Texte envoyé par l'auteur.

Traduit par [Réseau International](#), 22 décembre 2019.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Germán Gorraiz López](#), Mondialisation.ca, 2020

Articles Par : [Germán Gorraiz López](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca